

● (2030)

Des voix: Bravo!

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, nous tenons un débat d'urgence ce soir, une semaine avant Noël, à une époque de l'année qui est généralement, et à juste titre, caractérisée par l'esprit de générosité et de partage, mais qui n'apportera cette année à des centaines de milliers de Canadiens qu'un sentiment d'amertume, de privation et de vive appréhension pour leur sécurité et la possibilité qui s'offre à eux-mêmes et à leurs enfants de trouver du travail et de faire valoir les droits qui devraient être l'apanage des habitants d'un pays aussi riche que le nôtre.

Ce problème, ces fêtes amères que attendent les Canadiens cette année ne sont pas imputables à une quelconque déficience du pays. Au contraire, nous sommes un des pays les plus privilégiés du monde. L'unique raison, c'est que nous avons un gouvernement qui non seulement a été incapable durant dix ans de mettre au point le genre de mesures économiques propres à assurer la croissance, le confort et la sécurité à la population du pays, mais qui est dirigé par un vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen) qui se qualifiait lui-même d'humain; un gouvernement qui refuse présentement de faire le moindre geste pour venir en aide aux Canadiens à faibles revenus, aux pauvres, ainsi qu'aux Canadiens qui seront les plus touchés par la conjoncture économique qui sévit en cette période des fêtes.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le député d'Oshawa (M. Broadbent) a parlé de crise et le ministre a prétendu qu'il n'y en avait pas. Pourtant, le député d'Oshawa a raison. Cette crise économique est la pire qu'a connue le Canada depuis les années 1930. Au début de l'après-midi, le ministre des Finances a refusé de l'admettre. Son gouvernement et lui-même feraient bien de se montrer honnêtes à l'endroit des Canadiens. Ils ne devraient pas compter sur des campagnes publicitaires pour influencer leurs concitoyens. Ils ne devraient pas chercher à berner les Canadiens pour leur faire oublier les privations et les difficultés que ceux-ci savent devoir affronter. Ils devraient commencer à faire preuve de franchise. Aussi difficile que cela puisse paraître, le gouvernement devrait commencer à dialoguer honnêtement avec les Canadiens, car c'est à eux qu'il doit rendre des comptes.

Des voix: Bravo!

M. Clark: En fait, nous n'avons pratiquement pas eu de croissance économique en 1980 et les perspectives pour l'année prochaine s'annoncent pratiquement identiques. D'après les prévisions du ministre même, près de 1.5 million de Canadiens chômeront l'année prochaine. En novembre, le coût de la vie augmentait au taux annuel de 11.2 p. 100. C'était avant la dernière augmentation du prix de l'énergie et avant une nouvelle hausse du prix des aliments, laquelle devrait atteindre près de 15 p. 100 l'année prochaine, d'après le Conseil canadien du commerce de détail. Nous savons que le taux d'escompte n'a jamais été aussi élevé. Le dollar canadien vaut à peine 82c. américains; il est à son niveau le plus bas en 47 ans. Le nombre des faillites s'est accru de plus de 20 p. 100 par rapport à l'année dernière, tandis que le coût énorme du crédit accable les petites entreprises et nos concitoyens. Si ce n'est pas là une crise économique, j'aimerais que le ministre des

La situation économique

Finances nous explique, une fois qu'il aura de nouveau les deux pieds sur terre, ce qu'il appelle une crise économique. La situation ne lui paraît peut-être pas critique, mais des centaines de milliers de Canadiens, auxquels il doit rendre compte, sont d'un tout autre avis.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre a déclaré qu'il faisait déjà tout en son pouvoir, qu'il ne pouvait rien faire de plus et qu'il fallait imputer tous ces problèmes aux Américains. Voilà en quoi se résume le projet d'action économique du gouvernement libéral: se plaindre aux États-Unis. Eh bien, le ministre des Finances induit les Canadiens en erreur en affirmant qu'il ne peut rien faire d'autre. Le problème réside plutôt dans le fait que le ministre ne veut pas prendre les initiatives qui s'offrent à lui maintenant et qui pourraient aider les Canadiens dans une situation précaire. Ceux-ci connaîtront un Noël des plus difficiles, simplement parce que le ministre des Finances et son gouvernement ne s'intéressent pas à eux.

L'une des choses qu'il pourrait faire serait d'accorder aux Canadiens à faible revenu une allocation de protection, comme nous l'avons proposé cet après-midi. Il pourrait aussi leur accorder un crédit d'impôts à l'énergie, comme nous l'avons fait dans notre budget, l'an dernier. Il pourrait aider les Canadiens qui ploient sous le fardeau de leurs intérêts hypothécaires et de leurs impôts fonciers. Il pourrait aussi ne pas appliquer certaines de ses taxes au mazout à chauffage que les Canadiens sont forcés d'acheter. Il prétend que s'il prenait ces mesures, cela accroîtrait notre déficit. Je ferai remarquer à la Chambre et au ministre que, l'an dernier, notre gouvernement avait proposé un crédit d'impôts à l'énergie; il avait proposé un crédit d'impôts à l'intérêt hypothécaire et à l'impôt foncier, projet qui était prêt à être présenté à la Chambre et à être adopté. Il avait aussi exempté d'impôts le mazout à chauffage et, pourtant, le déficit que nous prévoyions était inférieur de quelques trois milliards de dollars à celui que le gouvernement actuel a annoncé.

Des voix: Bravo!

M. Clark: C'est une question de choix. Le gouvernement peut dépenser les fonds dont il dispose en publicité et en propagande comme il l'a fait ou il peut les dépenser pour aider les Canadiens à faible revenu qui sont dans le besoin, comme nous avons essayé de le faire au lieu de refuser même d'en parler.

Il s'agit de choisir si l'on veut laisser les Canadiens tributaires du pétrole saoudien cher ou si l'on veut adopter des programmes réalistes qui nous permettront de couvrir nos propres besoins et également d'aider les Canadiens ayant des revenus modestes à faire face à la hausse des prix.

Comment, même compte tenu de la conjoncture internationale, une telle chose a-t-elle pu arriver à notre pays? Comment les choses ont-elles pu empirer à ce point dans notre pays, autrefois économiquement puissant, capable de présider à ses propres destinées et n'ayant pas à implorer les Américains chaque fois que nous avions des revers économiques? Ce que nous voyons ce soir, ce que nous voyons aujourd'hui chez nous, ce sont les fantômes d'une décennie de gaspillage qui viennent hanter le gouvernement canadien. Nous voyons dix années de programmes libéraux aboutir à la catastrophe, accabler les Canadiens, notamment ceux qui ne disposent que de moyens modestes.